

Et si Mélenchon accédait au second tour ?



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 08 mars 2022

Source [Boulevard Voltaire] : Selon un [sondage Ipsos-Sopra-Steria publié dans Le Figaro](#), au premier tour, [Emmanuel Macron](#) serait à 30,5 %, Marine Le Pen à 14,5 % (-1), Éric Zemmour à 13 % (-2), Valérie Pécresse à 11,5 (-1), Jean-Luc Mélenchon à 12 % (+0,5), [Yannick Jadot](#) à 7,5 % et [Fabien Roussel](#) à 4 % des intentions de vote.

En considérant que, plus que de réelles prévisions de premier tour, ces données sont un instantané d'une dynamique électorale, et en admettant une marge d'erreur comprise entre 2 et 0,5 point, on remarque que Jean-Luc Mélenchon se maintient à un niveau qui pourrait déstabiliser, voire infirmer les prédictions du premier tour. Si le candidat Fabien Roussel n'avait pas décidé que son parti, pour la première fois depuis treize ans, devait s'affranchir de la tutelle insoumise et concourir seul, les scores additionnels de La France insoumise et du PCF le propulseraient sans doute au second tour. Rappelons les 19,58 % de votes pour Jean-Luc Mélenchon lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017.

La gauche extrême ne s'y est pas trompée : le week-end dernier, la primaire populaire a décidé de soutenir le candidat le mieux placé dans les sondages, quand bien même c'était [Yannick Jadot](#) qui était arrivé en deuxième position lors de cette consultation, derrière Christiane Taubira, mais devant Jean-Luc Mélenchon. Son Union populaire est considérée comme le « *meilleur véhicule politique pour faire gagner nos idées à la présidentielle* », peut-on lire dans le communiqué de la primaire populaire. « *Notre force de mobilisation doit servir la victoire de l'écologie et de la justice sociale. Maintenant, nous devons gagner* », poursuivent-ils (*Le Figaro* avec AFP, le 5/3/2022).

Certes, la candidature de [Fabien Roussel](#) et son succès relatif s'expliquent notamment par les errances idéologiques, les tendances islamo-gauchistes, la promotion du multiculturalisme renommé « créolisation » de La France insoumise et de son héraut : Fabien Roussel, comme nous l'écrivions il y a quelques semaines, est le candidat du [marxisme du terroir](#). Un autre style de « en même temps ». Mais si, d'aventure, la stratégie du vote utile à gauche venait à prendre de l'ampleur, il y a fort à parier que des électeurs d'EELV ou du PCF se résoudraient à voter pour Jean-Luc Mélenchon.

L'autre alternative

Signe de ce frémissement, le meeting qu'il a tenu, ce week-end, à Lyon, a rassemblé près de 15.000 personnes. Il est le seul, avec Éric Zemmour et Marine Le Pen, à présenter un projet de rupture, d'alternative radicale, quand tous les autres se réduisent à un projet d'alternance. On sent que, pour les Français, les gouvernements des trente dernières années, alternances de politique de centre droit et de politique de centre gauche, ont peu ou prou la même couleur. La lassitude, le désintérêt de la vie politique et de la chose publique qui en sont la conséquence font que ces candidatures suscitent, cette fois-ci plus encore qu'auparavant, un certain intérêt. Seront-elles un remède à l'abstention ?

Sur les réseaux sociaux, les soldats de Jean-Luc Mélenchon répètent à l'envi qu'il faut se battre pour accéder au deuxième tour. Propagande pour créer une dynamique, bien sûr, mais les arguments du programme passent presque au second plan par rapport à cet objectif. L'extrême gauche se prend à rêver d'une candidature qui ne soit pas seulement de témoignage, de conviction.

Lors de son meeting, Jean-Luc Mélenchon, toujours bon orateur, sachant manier le verbe avec force et roublardise, s'est exclamé : « *Craignez-moi, puissants. J'ai 70 ans, je ne fais pas une carrière. Je n'aspire plus qu'à un honneur, celui d'être le premier qui tiendrait parole à la tête de l'État.* » Un lyrisme qui ne doit tout de même pas faire oublier qu'en réalité, celui qui affirme ne pas être là « pour la carrière » - un emprunt assez visible à la rhétorique zemmourienne - a été président du conseil général de l'Essonne, député, sénateur pendant plus de 18 ans, ministre, député européen et président de parti. Un pur produit du système... Il est temps, pour lui, de prendre sa retraite.